

Serge Berstein, Pierre Birnbaum, Jean-Pierre Rioux (dir.), *De Gaulle et les élites*, Paris, Editions La Découverte, 2008, 346 p.

Sabrina Tricaud

Cet ouvrage est la publication des actes du colloque organisé par la Fondation Charles de Gaulle les 26 et 27 novembre 2007 sur « De Gaulle et les élites ». Il rassemble les communications d'universitaires français et étrangers, jeunes doctorants ou professeurs émérites, accompagnées d'une courte bibliographie. Depuis une trentaine d'années, la question avait été défrichée au fil des colloques organisés par l'Institut puis la Fondation Charles de Gaulle¹. Les organisateurs du colloque de 2007 avaient pour ambition d'apporter un éclairage précis sur les relations complexes que les élites entretiennent avec le pouvoir politique, de 1940 à la fin de la République gaullienne, en 1969. La démarche est d'autant plus louable que, comme le souligne Serge Berstein dans l'introduction, les élites (entendues comme l'ensemble des groupes dirigeants de la société française dans tous les domaines de la vie économique, sociale, politique et intellectuelle) sont par définition hétérogènes, et que leur attitude face au général de Gaulle a évolué dans le temps. Quelle perception le Général avait-il des élites, de juin 1940 à avril 1969 ? Comment les différentes élites politiques, sociales, économiques et intellectuelles ont-elles répondu (ou non) aux attentes et aux missions confiées par Charles de Gaulle à la Libération puis durant les premières décennies de la V^e République ?

Deux temps forts, qui rythment la construction de l'ouvrage, semblent se dégager : premièrement la période de la guerre et de la IV^e République, où de Gaulle peut apparaître comme « un chef sans élite », selon le titre de la première partie. Issu des élites intellectuelles et militaires par sa famille et sa carrière, Charles de Gaulle rompt avec une partie des élites traditionnelles en juin 1940, celles-ci ralliant, pour une large part, le régime de Vichy. Rares sont les représentants des élites à avoir gagné les rangs de la France libre, comme le rappelle Julian Jackson. Cette « trahison des élites » constitue une sorte de péché originel aux yeux d'un Général qui restera méfiant à leur égard, bien que le rétablissement de l'ordre républicain et de l'État lui impose de faire appel à ces anciennes élites : « c'est par un amalgame entre élites traditionnelles qui ont servi Vichy [...] et élites issues de la Résistance qu'il gouvernera la France libérée. » Après le départ du Général en janvier 1946, et alors que la majorité des élites s'installe dans la IV^e République, l'ancien chef du Gouvernement provisoire de la République française ne peut compter que sur la fidélité d'une élite gaulliste, élite des « compagnons », issus de la France libre (voir l'article de Bernard Lachaise sur « Qu'est-ce qu'un compagnon ? ») ou des rangs du Rassemblement du peuple français (RPF). Le parti gaulliste, qui compte parmi ses membres plusieurs hauts fonctionnaires de la IV^e République, dont David Valence dresse une typologie,

¹ En particulier *De Gaulle et le service de l'État. Des collaborateurs du Général témoignent*, Paris, Plon, 1977, « L'entourage » et *De Gaulle*, Paris, Plon, 1979, ou encore les actes du colloque *De Gaulle en son siècle*, tenu à l'Unesco en novembre 1990.

participe également à la formation de la future élite politique gaulliste. De 1940 à 1958, de Gaulle est donc à la fois un chef sans élite et un chef aux multiples élites, élites du passé (vichystes), du présent (élites issues de la Résistance et du RPF), de l'avenir (formation des futurs cadres du mouvement gaulliste).

La deuxième période de l'histoire des relations entre De Gaulle et les élites correspond à la République gaullienne, de 1958 à 1969. Trois parties, soit les deux tiers de l'ouvrage, lui sont consacrées. Le second chapitre traite des élites d'État : comme le rappellent Marie-Christine Kessler et Marc-Olivier Baruch, la haute fonction publique et les grands corps de l'État jouissent d'une grande considération de la part du Général. Leur ralliement au nouveau régime est conforté par le poids croissant de l'éénarchie dans l'administration et par l'œuvre modernisatrice qui leur est confiée. Mais ce soutien n'exclut ni les conflits (entre de Gaulle et le Conseil d'État par exemple), ni les réserves d'une partie des élites d'État face à la politique gaullienne, à l'image des réticences des élites de la Défense nationale (communication de Maurice Vaïsse et Patrice Buffotot) ou des cadres de l'Éducation nationale (article de Bruno Poucet). Le troisième chapitre fait le récit, en dépit de son titre, « L'éémurgence de nouvelles élites », des rendez-vous manqués de la geste gaullienne avec de nouvelles élites, telles que les élites algériennes (c'est-à-dire les parlementaires algériens selon l'étude proposée par Jacques Frémeaux et Maria Romo-Navarrete), les élites locales, hostiles au projet de régionalisation (« Victime des élites politico-administratives locales, il ne put s'appuyer sur des élites alternatives en l'absence d'élites régionales susceptibles de porter la régionalisation », écrit Patrice Duran), « forces vives » ou encore élites du savoir et de la technique qu'il a peiné à mobiliser au service de sa politique de grandeur. La République gaullienne apparaît ainsi comme l'histoire d'un désamour croissant entre de Gaulle et les élites, thème développé dans le dernier chapitre dédié aux élites contestataires. Si l'élite intellectuelle demeure, dans sa grande majorité, hostile au nouveau régime et à de Gaulle, comme le souligne François Chaubet, une partie des élites politiques a progressivement rejoint l'antigaullisme à partir de 1961-1962 (voir l'étude de Frédéric Fogacci). De même le fossé s'est-il progressivement creusé entre de Gaulle et les « féodalités », entre le Président et les élites économiques et financières comme le rappellent Michel Margairaz et Jean Garrigues. Cette cristallisation des oppositions des élites politiques, économiques, et sociales invite Serge Bernstein à se demander, en conclusion, si le départ du Général en avril 1969 ne serait pas une victoire des élites contre de Gaulle.

Cette vaste synthèse a le mérite de proposer les principaux jalons d'une histoire encore inachevée des relations entre de Gaulle et les élites, et de suggérer de nouvelles perspectives de recherche, sur les liens entre les hauts fonctionnaires et le gaullisme, mais aussi sur les élites gaullistes elles-mêmes (telle une étude des membres des cabinets ministériels sous les présidences de Charles de Gaulle). On regrettera néanmoins que certaines sources aient été peu utilisées, en particulier les archives orales et les témoignages des grands commis de l'État, recueillis par la Fondation Charles de Gaulle ou l'Association Georges Pompidou. Une retranscription des débats et des interventions des grands témoins présents au colloque (Pierre Lefranc, Robert Galley, Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement, Bernard Ducamin...) aurait ainsi enrichi le propos scientifique, et prolongé la réflexion vers des interrogations plus contemporaines sur la réforme de l'État et le rôle des élites, comme le suggèrent, aux dernières pages, les analyses de Pierre Birnbaum sur la remise en question de l'État fort.